

N° 1196—*M. Matte*

Quel est le montant total accordé à chacune des 74 circonscriptions du Québec dans les cadres du PIL? (Document parlementaire n° 291-2/1196).

N° 1272—*M. Matte*

Pour chacune des 74 circonscriptions électorales du Québec, a) combien de projets furent acceptés dans les cadres du PIL et b) quel est le taux de chômage? (Document parlementaire n° 291-2/1272).

N° 1414—*M. Knight*

1. Combien d'employés travaillaient à plein temps au ministère du Revenu national, au 31 janvier 1970?

2. Combien parmi eux gagnaient plus de \$15,000 par an, réparti par tranches de \$1,000 de traitement?

3. Combien d'employés travaillaient à plein temps au ministère du Revenu national, au 31 janvier 1973?

4. Combien parmi eux gagnaient plus de \$18,000 par an, réparti par tranches de \$1,000 de traitement? (Document parlementaire n° 291-2/1414).

N° 1461—*M. Haliburton*

1. Quel montant a-t-on consacré au Programme d'initiatives locales pour la saison 1972-1973?

2. Quels sont, au total, les frais administratifs et de surveillance assumés par le gouvernement dans le cadre du Programme d'initiatives locales?

3. Quels montants ont été affectés, dans chaque province, au PIL?

4. Quels montants ont été affectés au PIL dans chaque circonscription de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de l'Ontario et du Manitoba?

5. Quel est le montant total affecté à des projets qui laisseront des installations permanentes comme des maisons, des édifices publics, des terrains de jeu, etc.?

6. Quel est le montant total affecté à des projets qui, une fois atteint leur objectif principal, ne laisseront pas d'installations permanentes pour la communauté?

7. Quel est le montant total affecté à des projets auxquels les gouvernements provinciaux ou municipaux participent directement ou indirectement?

8. Combien de subventions a-t-on accordées?

9. Combien de programmes sont actuellement exécutés par un organisme qui a reçu des fonds dans le cadre du PIL, en 1971-1972? (Document parlementaire n° 291-2/1461).

N° 1546—*M. Masniuk*

1. Combien de wagons-trémies à céréales sont présentement utilisés a) par le CN, b) par le CP?

2. Quelles sont les voies principales utilisées pour ces wagons-trémies a) par le CN, b) par le CP?

3. Quel est le nombre maximum de wagons-trémies à céréales qui peuvent circuler sur ces voies principales?

4. Le gouvernement juge-t-il la capacité actuelle suffisante et, dans la négative, quelles mesures entend-il prendre pour corriger la situation? (Document parlementaire n° 291-2/1546).

N° 1735—*M. Stewart* (Okanagan-Kootenay)

Combien d'ambassades et de consulats y a-t-il au Canada, quels sont les pays représentés et quelle est l'adresse de chaque ambassade et de chaque consulat? (Document parlementaire n° 291-2/1735).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la justice et des questions juridiques du Bill C-176, Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur les secrets officiels.

M. Lang, appuyé par M. Richardson, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Il s'élève un débat;

(*A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

Du consentement unanime, les articles n°s 7 et 11 sont réservés.

M. Wagner, appuyé par M. Bell, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait, dans le cadre de programmes appropriés, étudier l'opportunité de prendre les mesures nécessaires pour désigner St-Hyacinthe comme zone spéciale en vue d'assurer l'expansion économique de cette ville moyennant certains stimulants en faveur de ses industries, d'y faire sensiblement progresser le secteur industriel et, moyennant une aide financière, d'assurer des services communautaires tels que l'adduction d'eau, l'installation d'égouts et la construction de routes et d'écoles.—(*Avis de motion n° 12*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Lang, appuyé par M. Richardson,—Que le Bill C-176, Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur la responsabilité de la Couronne et la Loi sur les secrets officiels, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Le débat se poursuit;